



Loi sur la « sécurité globale » :

Darmanin, le parrain des flics cogneurs

Des manifestants chassés au canon à eau, des journalistes arrêtés pour simplement avoir voulu couvrir l'événement. La scène ne se passait pas dans la Turquie d'Erdogan ou dans la Russie de Poutine, tant décriées par Macron, mais en France devant le Parlement qui s'apprêtait à voter l'article 24 de la « Loi relative à la sécurité globale ». Les flics nous donnent un avant-goût, en quelque sorte, de ce qu'ils comptent faire d'un texte qui interdirait la diffusion d'images d'un policier ou d'un militaire en service pour éviter « qu'il ne soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique ».

Circulez, y'a rien à voir !

En 2019, Macron niait l'évidence des brutalités contre les Gilets jaunes, affirmant qu'on ne pouvait pas « parler de violences policières dans un État de droit ». CQFD, circulez, y'a rien à voir ! Ni, surtout, à filmer. Pas filmé, pas pris : le gouvernement craint visiblement autant le poids des mots que le choc des images !

C'est que ces images sont choquantes : du viol de Théo à la matraque, à Aulnay en 2017, à la vidéo montrant Benalla, alors proche de Macron, brutaliser des manifestants le 1^{er} mai 2018, en passant par celle des lycéens de Mantes-la-Jolie, humiliés à genoux et les mains sur la tête, le 6 décembre 2018, ou encore celle de la mise à mort de Cédric Chouviat lors d'un contrôle de police en janvier 2020. Et que dire des 4 500 Gilets jaunes blessés

– parfois éborgnés et souvent visés à la tête par des tirs de flashballs et des armes encore plus dangereuses ? Autant d'images et de faits à l'origine de mobilisations et de mouvements de protestations parfois très importants. De l'autre côté de l'Atlantique, c'est la vidéo du meurtre de George Floyd par un policier raciste de Minneapolis qui a déclenché une mobilisation sans précédent depuis longtemps. C'est sans doute ce dont Darmanin veut se prémunir.

Du coup, il s'est lâché. Sa loi prévoit aussi un renforcement de la présence policière avec la mise en place d'une police municipale à Paris, l'armement des policiers en dehors du service, la généralisation de l'utilisation des drones dans les espaces publics, l'introduction de la reconnaissance faciale, etc. Autant d'idées tirées de la boîte à fantasme de la droite extrême ou de l'extrême droite, en allant au-devant des réclamations des syndicats policiers.



Cognez ces pauvres que je ne saurais voir

Ces mesures répressives sont aussi destinées à pouvoir agir sans contrôle et refermer, en cas de besoin, le couvercle sur la marmite des mouvements sociaux qui n'a cessé de bouillir ces dernières années.

Sous Sarkozy, Hollande ou Macron, on a vu se multiplier les limitations des libertés sous prétexte de nous protéger du terrorisme, de l'extrémisme. Et malheur à ceux qui prétendent s'opposer d'une manière ou d'une autre à cette société injuste et inégalitaire : syndicalistes licenciés ou révoqués, militants anti-nucléaires fichés S, Gilets jaunes jetés par centaines en prison : la liste est longue.

La meilleure des réponses : nos révoltes !

Macron et Darmanin ne sont ni les premiers ni les seuls dans le monde à réprimer les révoltes de la population et à essayer de museler la presse et l'opposition. Partout, alors que les soulèvements populaires se multiplient, hier encore en Algérie, aux États-Unis et au Chili, aujourd'hui au Liban, en Biélorussie, en Pologne, au Pérou, au Guatemala. Partout, les gouvernements jouent de l'intimidation musclée, parfois du meurtre par leurs « forces de l'ordre » pour tenter (le plus souvent en vain !) de faire taire la révolte que suscitent les injustices créées par leur système capitaliste.

Les dirigeants des États pourront peut-être faire taire, un temps, des journalistes ou des militants. Mais la répression n'a jamais pu faire taire une population déterminée.

Tôt ou tard, un quelconque préfet sera contraint d'envoyer un message à ses chefs, comme le fit le chef des flics du tsar en février 1917 : « L'ordre n'a pu être rétabli à Petrograd ». Le plus tôt sera le mieux !

Les comptes sont pas bons, Jean-Pierre

On a tous pu observer une retenue liée au chômage partiel pendant le premier confinement sur nos fiches de paie de novembre. Y compris en considérant à posteriori des journées en activité partielle qui ne l'étaient pas, ce qui est parfaitement illégal. Personne n'y comprend rien, et c'est sans doute le but de la direction, qui ne s'est pas donné la peine de communiquer au préalable, même pas à la petite hiérarchie. En tout cas il y a un problème avec les bas salaires, depuis plusieurs années, et qui s'est aggravé pendant les confinements. Leur monde d'après est bien comme celui d'avant, pour le patronat, tout est bon pour faire pression sur les salaires.

Nouveaux roulements, nouvelles attaques

Après les TA, le tour des TB ? Lundi dernier, une quarantaine de conducteurs de la ligne C se sont réunis à Austerlitz pour interpeller leur direction. Venus de toutes les résidences de la ligne, ils ont exprimé leur mécontentement, sur le mépris affiché de la direction suite à différentes erreurs sécu, sur les nouveaux roulements qui génèrent de la fatigue, du stress, et entraînent des pertes financières.

Ce fût aussi l'occasion d'un premier échange entre conducteurs des différentes résidences, pour envisager la suite et puisque la direction ne veut rien lâcher, il faudra bien se mobiliser.

Farandou fait des découvertes...

Dans un entretien au *Figaro*, Farandou, PDG de la SNCF, promet de rendre la tarification des TGV « plus lisible, plus simple » (ce ne sera pas difficile...) et de proposer des prix « accessibles ». Car, selon lui : « En sortie de crise, tout le monde va avoir des problèmes de pouvoir d'achat. ». Belle découverte !

Mais, du coup, ne devrait-il pas commencer par augmenter nos salaires ? Hélas, selon lui, ceux-ci font partie des « coûts de production », qu'il veut baisser ! On a donc droit au gel de nos salaires, en plus de pertes de primes dues au trafic réduit.

Chômage partiel, arnaque totale

L'entreprise de nettoyage Laser, sous-traitante de la SNCF, a décidé de mettre en chômage partiel une partie de ses salariés. On se demande bien pourquoi puisque les locaux dans lesquels ils interviennent sont occupés comme à l'habitude. En fait on le sait, Laser fait partie de ces patrons voyous qui profitent des largesses de l'État pour ne pas payer une partie des salaires, et faire travailler plus ceux qui restent. Au détriment des conditions de travail et de l'hygiène des locaux.

Fake news ?

Alors que le sous-effectif dure dans de nombreux services, la SNCF fait la promo de son recrutement au JT de France 2. Au

PRS d'Austerlitz on a eu le droit au passage des caméras et de la directrice générale du recrutement pour deux embauches récentes.

Le rythme des recrutements est tellement anémique que deux embauches, ça passe au JT !

Ne nous libérez pas, on s'en charge !

Les confinements ont aggravé les situations des femmes victimes de violences à leur domicile. Depuis le début du deuxième les signalements ont augmenté de 15%. Les moyens mis en place pour lutter contre ces violences sont dérisoires, pas suffisants pour mettre à disposition des logements et des aides. On est loin des centaines de milliards débloqués pour les patrons ou du budget de la police... le gouvernement a ses priorités.

Les femmes n'ont rien à attendre du pouvoir – c'est par les luttes collectives qu'elles se sont libérées. Le combat continue.

Lisez, partagez et abonnez-vous à la presse révolutionnaire !

Retrouve notre dossier sur l'ouverture à la concurrence des transports publics dans le dernier numéro de notre revue *Convergences Révolutionnaires* sur le site : convergencesrevolutionnaires.org

Et chaque semaine, un point de vue militant sur l'actualité : lanticapitaliste.org

LE SYNDICAT «AVENIR LYCÉEN», AU TRAIN DE VIE LUXUEUX, ÉTAIT EN FAIT CRÉÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POUR VANTER LES RÉFORMES DU GOUVERNEMENT ET BRISER LES CONTESTATIONS LYCÉENNES



La main à la poche, la main à la pâte

L'Étincelle-NPA n'est pas subventionnée, ni par l'État, ni par la direction de la SNCF. Jusque mi-décembre, verse à la souscription ! Contacte nos diffuseurs, envoie-nous un mail, like et partage la page facebook.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

f NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web **Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest** ou **Nouveau parti anticapitaliste**

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA

